

[Texte]

but also the fundamental positions that will be probably finally adopted on the Constitution, and that is the term "equal". How do you define that? What I would like to know is where the committee members here and that process is coming from with respect to creating situations where we are, in fact, equal. I do not want to qualify that by saying that we cannot be equal as Indians. I have lived through the situation where I see we have a legitimized form of law and regulations and policies—regulations upon regulations. We are probably the most regulated people in Canadian society. I think it would be misleading to suggest to these people, here in Parliament, that we could create new law or they could create new law that would make us equal, as Canadian citizens, on an individual basis. I qualify that by saying that the only time we will be equal, to some degree, and certainly far from being equals is when we have formal recognition of Indian government and the application of Indian law in this country, then we will have some opportunity to become equal. Until then there will be no equality for Indians.

Ms Jamieson: Just to comment, Mr. Chairman, before I go on to the next question. The members around this table remember a pretty lively discussion we had not too long ago on the issue of equality, as individuals. I share your view on that so I will say no more about it because then I am sure we will enter into another, longer dialogue around this table, knowing the members on equality of individuals, which I have much difficulty applying to Indian people. However, the question related more to equality of First Nations governments as recognized on a government-to-government basis, not as individuals.

Chief Sanderson: Thank you. There is another thing I wanted to add to Chief Ahenakew's comments about the present day management responsibility. To give you a good example of the frustration that is out there, I had an incident last week when I met with one of the senior civil servants in Saskatchewan and I put it to him this way. I said, "What would you say to taking all those band management officers that are working with the bands on local government and turning those positions into Indian government specialists who listen, who could address more fully the application and implementation of Indian government?" Do you know what his response was? His immediate gut reaction to me was, "But Sol, that means I would have no managers." That was exactly my point. I do not want his managers managing chiefs and councils and bands. That is why we have them in office. That is why they are elected to office, that is the controlling instrument that is used at the local community level now; it is through those so-called band management officers. That is a typical example of what Chief Ahenakew was talking about, and that mentality is there at every level, even this level, that Indians cannot manage.

[Traduction]

sur les positions fondamentales qu'on adoptera probablement en matière constitutionnelle. C'est le terme «égaux» qui fait problème. Comment peut-on définir cela? Ce que j'aimerais savoir, c'est d'où viennent ces préoccupations des membres du Comité envers cet objectif du processus qui cherche à nous rendre égaux. Je n'entends pas par là que nous ne pouvons être égaux en tant qu'Indiens. Cependant, je connais pour les avoir vécues les situations réglementées par la loi, les règlements et les politiques. On peut même dire qu'il y a règlement sur règlement; nous sommes probablement le groupe le plus réglementé de la société canadienne. Je crois donc que ce serait induire les députés en erreur que de leur dire que, grâce à une nouvelle loi, nous deviendrons, chacun d'entre nous, égaux aux autres citoyens canadiens. La seule chose qui nous obtiendra une certaine mesure d'égalité, donc une égalité bien partielle, ce sera la reconnaissance officielle de l'autonomie des Indiens et la mise en vigueur du droit indien dans notre pays. C'est seulement alors que nous aurons la possibilité de devenir égaux. D'ici là, il n'y aura pas d'égalité possible pour les Indiens.

Mme Jamieson: Monsieur le président, avant de passer à la prochaine question, j'aimerais faire quelques remarques. Les membres de notre Comité se souviendront sans doute d'une discussion assez animée que nous avons tenue, il n'y a pas très longtemps, au sujet de l'égalité des individus. Je partage votre avis là-dessus et ne dirai donc rien de plus, car je suis certaine que cela nous entraînera dans un autre long débat étant donné que je connais les idées de nos membres sur cette question de l'égalité des individus alors que moi-même ai beaucoup de difficultés à appliquer ce concept au peuple indien. Cela dit, la question portait davantage sur l'égalité des gouvernements des premières nations, c'est-à-dire sur leur reconnaissance comme gouvernements traitant sur un pied d'égalité avec les autres gouvernements et non à titre d'individu.

Le chef Sanderson: Merci. Je voulais ajouter autre chose aux propos du chef Ahenakew au sujet des responsabilités actuelles en matière de gestion. Pour vous donner un bon exemple des contrariétés qu'on connaît à cet égard, la semaine dernière lorsque j'ai rencontré l'un des hauts fonctionnaires en Saskatchewan, je lui ai demandé ce qu'il pensait de la possibilité de renvoyer tous ces agents de gestion des bandes, qui travaillent au niveau du gouvernement local avec les bandes, pour combler les postes ainsi libérés par des Indiens spécialistes en matière de gouvernement autochtone, qui pourraient écouter et étudier de façon beaucoup plus poussée la mise en vigueur d'un gouvernement indien? Savez-vous ce qu'il m'a répondu? Il m'a immédiatement dit que cela signifierait qu'il n'aurait plus de gestionnaires. Eh bien, c'est précisément à cela que je songeais. En effet, je ne veux pas que ce soit ses gestionnaires qui administrent les chefs, les conseils et les bandes. Ces derniers sont là parce que nous les avons élus et parce qu'ils doivent faire ce genre de travail, c'est-à-dire administrer au palier local; or, cela se fait par le truchement de ces prétendus agents de gestion des bandes. C'est un exemple typique de ce dont le chef Ahenakew parlait, et on retrouve d'ailleurs cette mentalité à tous les niveaux, ce qui signifie que même au palier local, les Indiens ne sont pas en mesure d'administrer.